

Redevances, information sur la réglementation et les délibérations applicables en matière d'ANC Note d'information

Redevances

Les contrôles réalisés par le SPANC constituent des prestations qui permettent aux usagers d'être en conformité avec les dispositions législatives et règlementaires applicables en matière d'assainissement non collectif. Ces contrôles donnent lieu au paiement de redevances participant au financement des charges du service.

Modification de la tarification pour les installations dont la capacité est inférieure à 20 Équivalent- Habitant		Redevances votées délibération n°109-2014 A abroger	Tarif différencié tenant compte du classement fixé par l'arrêté interministériel du 27 avril 2012 par an
Redevance du service SPANC (Contrôles périodiques de bon entretien et de bon fonctionnement inclut)	Priorité 5 selon le rapport du contrôle de l'existant pré-établi	150 €	33 €
	Priorité 4 selon le rapport du contrôle de l'existant pré-établi		36,30 €
	Priorité 3 selon le rapport du contrôle de l'existant pré-établi		49,50 €
	Priorité 2 selon le rapport du contrôle de l'existant pré-établi		57,75 €
	Priorité 1 selon le rapport du contrôle de l'existant pré-établi		66 €
		Forfaits Votés délibération n°109-2014	Forfait proposé
Installations neuves ou à réhabiliter	Contrôle de conception et de l'implantation d'une installation neuve ou à réhabiliter	100 €	125€
	Contrôle d'exécution des travaux de vérification de la bonne exécution des ouvrages	100 €	100 €
Toute installation	Contrôle diagnostic en cas de vente	150 €	150 €
	Contre-visite	50€	50 €
	Déplacement inutile	50€	75 €
	Récidive de déplacement inutile	100 €	150 €

Ces redevances seront exigibles après l'exécution de chacune des prestations par l'intermédiaire d'une facture envoyée par la Trésor Public de Luxeuil. Ces tarifs peuvent être réévalués par décision du conseil communautaire.

Information sur la réglementation applicable en matière d'assainissement non collectif

Textes réglementaires :

- Arrêtés interministériels du 07 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 relatif aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5, et du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif
- Arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 3 décembre 2010 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif
- Arrêté du 22 juin 2007 relative aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5.
- Décret du 28 février 2012 relatif aux corrections à apporter à la réforme des autorisations d'urbanisme

<u>Lien du site internet interministériel</u>: liste des filières agréées et le guide d'accompagnement des usagers dans le choix de la filière: http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/